



**EUROPEAN UNION**

**Conseil permanent de l'OSCE N° 1188  
Vienne, 7 juin 2018**

---

**Déclaration de l'UE en réponse au chef du Bureau du  
programme de l'OSCE à Bichkek et au Directeur de  
l'Académie de Bichkek**

---

L'Union européenne et ses Etats membres souhaitent la bienvenue à l'Ambassadeur Pierre von Arx pour son deuxième rapport au Conseil permanent, ainsi qu'au directeur de l'Académie de Bichkek, Dr. Alexander Wolters.

En tant que partenaire de longue date du Kirghizstan, l'Union européenne soutient le gouvernement kirghize dans son travail visant à faire avancer la démocratie, l'Etat de droit, le développement socio-économique durable, la bonne gouvernance ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La visite de la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Federica Mogherini à Bichkek en novembre 2017 puis celle du Président Sooronbaï Jeenbekov à Bruxelles en avril 2018 ont illustré la qualité de ce partenariat.

De notre point de vue, l'Asie centrale doit rester prioritaire pour l'OSCE. L'Union européenne se réjouit que le Mécanisme consultatif créé dans le cadre du nouveau mandat soit perçu comme utile et efficace par le Bureau du programme à Bichkek et considère qu'il est important que le Bureau continue à mener des activités dans les trois dimensions en donnant à chacune le même poids. Nous soulignons le rôle joué par le personnel international dans la poursuite du renforcement des capacités locales. Bien que conscients de la grande qualité du personnel local, nous sommes attachés au maintien d'une présence internationale significative au sein du Bureau du programme. Malgré la fermeture du bureau d'Och, que nous regrettons, nous jugeons essentiel que le travail du Bureau du programme se poursuive sur tout le territoire du pays.

Concernant la dimension politico-militaire, l'Union européenne reconnaît l'importance des sujets liés aux menaces transnationales et à la sécurité des frontières. Nous encourageons une coordination accrue avec l'Union européenne sur ces questions, ainsi qu'avec l'École des cadres pour la gestion des frontières de Douchanbé. La lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation conduisant au terrorisme est également une composante essentielle du travail du Bureau du programme, que nous soutenons pleinement. L'Union européenne salue en outre les activités du Bureau qui devraient permettre de rendre opérationnel le système de fichier des passagers aériens.

Dans la dimension économique et environnementale, nous soutenons l'accent mis sur la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, et nous saluons l'ouverture d'un troisième centre Aarhus dans la région d'Issyk-Koul. Toutefois, nous appelons le Bureau à concentrer ses activités sur les domaines dans lesquels l'OSCE apporte une véritable valeur-ajoutée et à éviter les doublons avec les autres organisations internationales.

Dans la dimension humaine, nous encourageons la poursuite des travaux du Bureau en matière de promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales et apprécions l'expertise apportée aux autorités kirghizes dans le cadre de la réforme de la justice. Nous saluons la forte implication du Kirghizstan lors de la réunion de mise en œuvre des engagements de la dimension humaine en septembre dernier. Nous regrettons toutefois que le Kirghizstan ait perdu en 2018 neuf places dans le classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières. Dans ce contexte, nous suivons avec attention la situation dans le pays et encourageons le Bureau à développer des activités supplémentaires de soutien aux médias. Nous souhaitons également qu'il poursuive son travail de qualité en matière de lutte contre la traite des êtres humains.

Nous saluons le soutien fourni par le Bureau du programme pour accompagner les autorités dans la préparation des élections présidentielles du 15 octobre 2017. Nous l'encourageons à continuer ses activités dans le cadre de la réforme électorale en cours. Nous saisissons cette opportunité pour appeler le Kirghizstan à mettre en œuvre les recommandations contenues dans le rapport final de la mission

d'observation électorale du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme.

L'Académie de Bichkek représente un projet-phare de l'OSCE, elle jouit d'une excellente réputation dans la région et contribue au renforcement de la sécurité et de la coopération régionale en Asie centrale et avec l'Afghanistan. Nous nous réjouissons d'avoir eu l'opportunité de rencontrer cette semaine à Vienne des anciens étudiants qui ont bénéficié de la formation reçue à l'Académie. Toutefois, son financement essentiellement extrabudgétaire continue de mettre en péril sa durabilité à long terme. Dans ce contexte, nous soutenons fortement l'inclusion d'une part plus grande des activités de l'Académie dans le budget unifié.

Nous saluons les efforts prévus en matière d'évaluation et souhaitons savoir si la définition d'une stratégie du Bureau du programme, par exemple à un horizon de 5 ans, est envisagée.

Nous appelons enfin les autorités kirghizes à se conformer à leurs engagements financiers pris à l'OSCE et à exempter de taxes les personnels de la mission de terrain ou à rembourser le budget unifié des sommes prélevées.

En conclusion, nous tenons à remercier l'Ambassadeur ainsi que son équipe pour le travail effectué.

L'Ancienne République yougoslave de Macédoine\*, le Monténégro\*, la Serbie\* et l'Albanie\*, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; le Liechtenstein, pays de l'AELE membre de l'Espace économique européen; ainsi que la Géorgie se rallient à cette déclaration.

\* L'Ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie continuent à participer au Processus de stabilisation et d'association.